

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1071 le 7 avril 2019

Dans ce numéro

Diffusion d'une vidéo du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest montrant l'exécution de militaires nigériens...

(Page 2)

Une touriste américaine enlevée par des inconnus armés dans un parc du sud-ouest de l'Ouganda...

(Page 3)

En RDC, les services de renseignement interdisent la diffusion de reportages sur l'ancien président Joseph Kabila...

(Page 4)

Le ministre vénézuélien de la Planification annonce le renforcement de la coopération militaire avec la Russie...

(Page 5)

Incursion de deux avions de combat chinois dans l'espace aérien taiwanais...

(Page 6)

Réseaux sociaux : une armée de faux profils pour soutenir la campagne électorale de Benjamin Netanyahu...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Quatre militaires indiens tués par des rebelles dans le centre-est de l'Inde...

Jeudi quatre soldats indiens de la Force de sécurité frontalière ou la BSF ont été tués et deux autres ont été blessés lors d'une confrontation avec des naxalites dans le district de Kanker au Chhattisgarh. Le ministre de l'Intérieur, Rajnath Singh a exprimé sa peine devant la mort des membres du personnel de la BSF. Dans un *Tweet*, M. Singh a déclaré qu'il s'était entretenu avec le directeur général de la BSF au sujet de la confrontation. Le ministre de l'Intérieur a déclaré que le DG l'avait informé de l'opération. M. Singh a déclaré que le DG de la BSF se rendrait au Chhattisgarh pour aider les familles des soldats martyrs de la BSF et pour évaluer la situation sur le terrain.

(All India Radio, le 05-04-2019)

Des militaires chinois distribueraient de l'aide humanitaire sur l'île vénézuélienne de Margarita...

Un groupe de 120 militaires de l'armée populaire chinoise a débarqué sur l'île Margarita au large du Venezuela. Officiellement, les militaires chinois sont chargés de distribuer des aides humanitaires et d'apporter une assistance technique aux populations, mais des sources bien informées affirment que le personnel militaire chinois compte aussi des spécialistes de cyberguerre dans leurs rangs. L'armée chinoise a été rarement mobilisée dans le cadre de missions extrafrontalières surtout en Amérique latine. Il s'agit d'une mesure extrêmement forte entreprise dans le cadre de la nouvelle politique militaire de la Chine qui n'écarte plus une possible confrontation militaire avec « l'ennemi » quand un pays ami et allié est en danger. Les experts relèvent surtout la synergie et la coordination qui existent entre Pékin et Moscou au Venezuela où de très gros intérêts pétroliers sont en jeu.

(Press TV, le 02-04-2019)

Selon Radio Free Asia, la Corée du Nord s'apprêterait à fabriquer et déployer des missiles balistiques intercontinentaux...

La Corée du Nord serait sur le point de fabriquer et déployer des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et projeterait d'attaquer le continent américain si un conflit se déclenche dans la péninsule. Selon les informations relayées aujourd'hui par *Radio Free Asia (RFA)*, le Commandant de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) a avancé hier ces hypothèses lors de l'audition du sous-comité compétent du Sénat, dans une réponse écrite. Selon Terrence O'Shaughnessy, le fait que le dirigeant nord-coréen ait déclaré la fin du développement de l'ICBM en 2017, immédiatement après avoir réussi l'essai d'un missile capable d'atteindre le continent américain, laisse supposer l'imminence de la production et de la mise en service de ces armes balistiques. Dans la foulée, le général a affirmé qu'il était presque certain que Kim Jong-un les utiliserait contre les États-Unis en cas d'irruption d'un conflit dans la péninsule.

(KBS World Radio, le 04-04-2019)

Quatre membres présumés de Lashkar-e-Taïba tués par les forces de sécurité au Jammu-et-Cachemire...

Au Jammu-et-Cachemire, quatre terroristes ont été tués tôt ce matin lors d'un affrontement avec les forces de sécurité dans la région de Drusoo Lassipora à Pulwama. Dilbagh Singh, le directeur général de la police de l'État, a déclaré à *AIR* que les terroristes assassinés appartenaient à Lashker-e-Taïba. Il a ajouté que les forces de sécurité avaient également détruit une cachette de LeT et mis à jour une importante cache d'armes et de munitions sur le lieu de l'affrontement.

(All India Radio, le 01-04-2019)

Dans l'ouest de l'Afghanistan, au moins vingt morts après l'attaque d'un complexe gouvernemental par des taliban...

En Afghanistan, au moins vingt membres des forces de sécurité ont été tués jeudi lors d'une attaque des taliban contre un complexe gouvernemental dans l'ouest de la province de Badghis. Mohammad Nasir Nazari, membre du conseil provincial a déclaré que l'attaque massive avait eu lieu avant l'aube. L'attaque visait le siège du gouvernement dans le district de Balal Murgab. Nasir a déclaré que les taliban avaient pris d'assaut tous les postes de sécurité autour de l'enceinte sous le couvert de l'obscurité.

(All India Radio, le 05-04-2019)

Nouvelles frappes aériennes turques dans le nord de l'Irak...

Le ministère turc de la Défense a partagé des informations concernant l'opération aérienne des forces armées turques au nord de l'Irak. Des positions de tirs, abris, refuges et dépôts de munitions utilisés par l'organisation terroriste séparatiste ont été anéantis à la suite d'un raid aérien effectué dans les régions d'Avasin-Basyan et Hakourk au nord de l'Irak.

(La voix de la Turquie, le 01-04-2019)

L'AFRICOM annonce avoir mené 28 frappes aériennes en Somalie depuis le début de l'année...

L'armée des États-Unis a affirmé vendredi avoir mené 28 frappes aériennes en Somalie en 2019, contre 47 en 2018 et 35 en 2017, dans le cadre d'efforts accrus pour affaiblir le groupe extrémiste shabaab. Le Commandement américain en Afrique (AFRICOM) a fait savoir que son commandant avait ordonné le passage en revue des frappes aériennes menées en Somalie depuis 2017, en raison d'une récente augmentation des frappes aériennes et de l'intérêt continu manifesté par les groupes de défense des droits humains et par le Congrès concernant les victimes civiles. Selon l'AFRICOM, qui effectue ces frappes militaires en coordination avec le gouvernement somalien, cette revue a révélé que deux civils avaient été tués lors d'une frappe aérienne le 1er avril 2018. « La crédibilité, la transparence et la responsabilité sont fondamentales dans les opérations militaires. Il est d'une importance cruciale que les gens comprennent que nous respectons des critères très stricts et que lorsque nous sommes en faute, nous reconnaissons notre défaillance et nous prenons des mesures en conséquence » a déclaré dans un communiqué le commandant de l'AFRICOM, Thomas D. Waldhauser. « La frappe aérienne d'avril 2018 avait pour but d'affaiblir le groupe terroriste shabaab près d'El-Burr en Somalie, et elle a également abattu quatre combattants de ce groupe » a souligné M. Waldhauser.

(Radio Chine internationale, le 06-04-2019)

Diffusion d'une vidéo du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest montrant l'exécution de militaires nigériens...

Le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), la faction de Boko Haram affiliée à l'État islamique, a diffusé mardi une vidéo dans laquelle des combattants exécutent cinq membres de forces de sécurité nigériens. Cette vidéo, datée du 1er avril et filmée dans l'État du Borno, nord-est du Nigeria, selon les combattants de l'ISWAP, a été publiée en ligne par l'agence de propagande du groupe djihadiste *Amaq*. On peut y voir deux hommes en uniforme de l'armée nigérienne et trois hommes en combinaisons orange, les mêmes que celles utilisées par le groupe État Islamique en Syrie et en Irak. Tous les cinq ont été tués par des balles tirées à bout portant. Selon des sources contactées par l'*AFP*, trois des cinq victimes sont des membres des milices civiles qui combattent contre Boko Haram aux côtés de l'armée. « Ils étaient en poste à Baga en décembre » a affirmé l'une des sources sécuritaires. L'ISWAP a mené une lourde offensive dans la région de Baga, lac Tchad, dans le nord du Borno, en

décembre dernier et a réussi à contrôler cette ville carrefour pendant plusieurs jours avant une incursion de l'armée nigériane. L'un des miliciens exécutés sur la vidéo avait été enlevé par les combattants en tenue civile, mais on lui a donné un uniforme militaire pour qu'il ressemble à un soldat » note cette même source. Cette vidéo survient alors que l'armée nigériane et la Force régionale conjointe ont intensifié leurs offensives contre le groupe djihadiste notamment autour des villes voisines de Monguno et Marte. C'est le premier grave incident depuis le changement de chef à la tête de l'ISWAP. Début mars, un enregistrement audio en haoussa circulait sur les réseaux sociaux annonçant qu'un « nouveau gouverneur », Abu Abdullah Ibn Umar Albarnawi, avait été choisi pour remplacer Abou Musab Al-Barnaoui, fils du fondateur de Boko Haram adoubé en 2016 par l'État islamique. Selon des sources proches du groupe, Al-Barnaoui et son bras droit Mamman Nur avaient une approche trop modérée et étaient engagés dans des pourparlers avec le gouvernement nigérian. Toutefois, ISWAP a mené des actions de grande envergure sous la direction d'Al-Barnaoui, notamment le kidnapping de plus de 100 écolières à Dapchi, nord-est, rappelant l'enlèvement de masse des filles de Chibok en 2014, et des centaines de soldats ont été tués dans des attaques sur des bases militaires depuis le mois de juillet dernier.

(Africa N°1, le 03-04-2019)

Quatre-vingt-huit civils tués par des membres présumés de Boko Haram durant le mois de mars au Niger...

Quatre-vingt-huit civils ont été tués dans le sud-est du Niger dans des attaques du groupe djihadiste Boko Haram, qui ont contraint plus de 18 000 personnes à fuir leurs villages dans le seul mois de mars 2019, a indiqué jeudi l'ONU. « Vingt-et-une attaques contre des civils et les forces militaires ont été enregistrées dans la région en mars 2019, avec un bilan de quatre-vingt-huit morts parmi les civils » selon une note du bureau des Affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) à Niamey, transmise à l'AFP. Ces attaques ont provoqué un mouvement de 18 480 personnes en direction de la ville de Diffa, capitale régionale, et quelques grands villages, souligne l'agence onusienne. « Les populations continuent d'arriver sur les différents sites » s'alarme OCHA, qui pointe une détérioration rapide de la situation sécuritaire dans la région de Diffa, riveraine du bassin du lac Tchad, à cheval entre le Niger, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad, et proche du nord-est du Nigeria, le berceau de Boko Haram. Ces raids inédits des insurgés nigériens ont également fait des victimes militaires. Une centaine d'habitations ont été incendiées et plusieurs femmes enlevées, selon les autorités locales.

(Africa N°1, le 05-04-2019)

Une touriste américaine enlevée par des inconnus armés dans un parc du sud-ouest de l'Ouganda...

Les forces de sécurité ougandaises étaient toujours jeudi à la poursuite des hommes armés qui ont enlevé mardi une touriste américaine et son chauffeur ougandais dans un parc du sud-ouest de l'Ouganda, a-t-on appris de source gouvernementale. « L'opération pour secourir la touriste est toujours en cours » a déclaré à l'AFP le ministre ougandais du Tourisme, Godfrey Kiwanda. Quatre hommes armés ont tendu une embuscade mardi entre 17h00 (14h00 GMT) et 19h00 (16h00 GMT) à un van transportant des touristes dans le parc national Queen Elizabeth. Les ravisseurs ont emmené avec eux une touriste américaine de 35 ans et le chauffeur, un guide expérimenté de 48 ans, laissant dans le véhicule deux autres touristes, un couple de personnes âgées, qui n'ont pas été blessées et qui ont alerté les secours. Ces hommes armés ont ensuite utilisé le téléphone de la victime pour réclamer 500 000 dollars américains (445 000 euros), a indiqué la police ougandaise, disant penser fermement que cette rançon est la raison du kidnapping. Le porte-parole de l'armée, le général Richard Karemire, a assuré jeudi que les services de sécurité mettaient tout en œuvre pour appréhender les ravisseurs. « Laissez les forces de sécurité faire leur travail » a-t-il déclaré. L'ambassade des États-Unis à Kampala a dit avoir été informée de l'enlèvement et a demandé aux citoyens américains de prendre leurs précautions en voyageant dans cette zone en raison de l'activité sécuritaire en cours. Le kidnapping a eu lieu près de la frontière poreuse avec la République démocratique du Congo (RDC), mais la police ougandaise se dit convaincue que les fuyards et leurs prisonniers sont encore en Ouganda. Le parc national Queen Elizabeth, un des plus connus d'Afrique de l'Est et qui s'étend sur 1 978 kilomètres carrés, est situé le long de la frontière avec la RDC et plus particulièrement de l'est de ce pays, une région instable où pullulent groupes armés et milices.

(Africa N°1, le 04-04-2019)

Au Cameroun, les séparatistes appellent à dix jours de « ville morte » dans plusieurs localités des zones anglophones...

La tension persiste dans les deux régions anglophones du Cameroun, où les séparatistes ont appelé à dix jours de « ville morte » dans plusieurs localités, a-t-on appris auprès de plusieurs témoins. Au moins une personne a été tuée dans la nuit de mercredi à jeudi à Buea, chef-lieu de la région du sud-ouest, où plusieurs coups de feu ont retenti, selon des témoins joints au téléphone par l'AFP. Les séparatistes ont appelé à dix jours de « ville morte » dès jeudi dans le département du Fako, dont Buea est aussi le chef-lieu et où se trouve la ville balnéaire de Limbe. Ce mot d'ordre a été lancé pour empêcher la tenue d'un festival des arts et de la culture prévue à Limbe du 6 au 13 avril. L'appel des séparatistes était très suivi jeudi, selon divers témoins. « C'est la ville morte à Buea. C'est aussi la psychose » a affirmé une habitante, déconseillant aux étrangers de se rendre au festival prévu dans la ville voisine de Limbe. « Il n'y a aucune activité en ville. Nous sommes à la maison » a témoigné un autre habitant de Buea où plusieurs personnes ont quitté la ville redoutant des actes de violence. « Tout est fermé ici » a également rapporté un habitant de Limbe à l'AFP. À Kumbo dans le nord-ouest, l'autre région anglophone du Cameroun, un fort déploiement de soldats a été observé jeudi par des témoins joints par l'AFP. Ces derniers affirment avoir entendu des tirs dans une zone située en périphérie de la ville, sans être en mesure de dire s'il s'agissait d'un affrontement entre soldats et séparatistes. Dans un récent rapport cité par des médias locaux, le diocèse de Kumbo a révélé avoir documenté 358 cas de civils tués ces derniers mois dans cette ville et ses environs. De même source, 750 maisons y ont été incendiées. Les séparatistes anglophones du Cameroun, pays à majorité francophone, militent pour la création d'un État indépendant dans les régions nord-ouest et le sud-ouest.

(Africa N°1, le 05-04-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La Corée du Nord attentive à une possible implication américaine dans l'attaque de son ambassade en Espagne...

La Corée du Nord s'est prononcée après un long silence sur le raid mené contre son ambassade en Espagne le 22 février dernier. Un commando s'y était introduit pour voler des ordinateurs et des téléphones portables. Un mois plus tard, le tribunal espagnol a affirmé que les dix suspects étaient de nationalité sud-coréenne, américaine et mexicaine, et que l'un d'entre eux avait contacté le FBI à New York quelques jours après l'incident. Hier, la KCNA a alors qualifié cette intrusion « d'attaque terroriste », en soulignant qu'il s'agissait d'une violation de la souveraineté d'un pays et du droit international. L'agence de presse officielle nord-coréenne a ajouté que P'yongyang restait attentive aux rumeurs selon lesquelles certaines institutions comme le FBI y sont impliquées. Pourtant, le département d'État américain avait rejeté aussitôt tout lien avec cette affaire, après l'annonce du résultat de l'investigation. Pour rappel, l'association *Free Joseon* a revendiqué être à l'origine de l'intrusion et avoir partagé les informations obtenues avec le FBI à sa demande.

(KBS World Radio, le 01-04-2019)

En RDC, les services de renseignement interdisent la diffusion de reportages sur l'ancien président Joseph Kabila...

En République démocratique du Congo l'Association congolaise pour l'accès à la justice s'est déclarée hier profondément préoccupée par l'injonction faite aux directeurs généraux de la télévision d'État RTNC et de la chaîne privée *Télé 50* par les nouveaux responsables du renseignement, celle de ne plus diffuser de reportages sur l'ancien président Joseph Kabila. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) se dit choquée par la convocation adressée à Jean-Marie Kassamba de *Télé 50* proche de l'ancien président Kabila, et au directeur général de la RTNC, la télévision d'État par l'Agence nationale de renseignement (ANR). Leur convocation à se présenter devant un responsable de la sécurité intérieure à l'ANR avait pour objet de leur indiquer de ne plus passer sur leurs chaînes des reportages ou émissions mettant en exergue l'ancien président Kabila, écrit l'ACAJ citant M. Kassamba. Au lendemain de cette convocation, l'ANR a ordonné la coupure du signal de *Télé 50*, une télévision dont l'un des principaux actionnaires est M. Moïse Ekanga un proche de M. Kabila.

(La voix de l'Amérique, le 02-04-2019)

À la Maison-Blanche, des habilitations au secret défense délivrées malgré des avis défavorables de la commission de contrôle...

La Maison-Blanche a délivré des accréditations secret défense à de proches conseillers du président

Donald Trump malgré des avis défavorables. C'est ce qu'affirme une puissante commission du Congrès relançant la controverse sur les risques pour la Sécurité nationale au sein de l'administration Trump. Environ vingt-cinq personnes ont obtenu des habilitations secret défense ou les autorisations d'accès à des informations touchant à la Sécurité nationale malgré des avis défavorables, selon la Commission de contrôle de la Chambre des représentants. Ces vingt-cinq personnes ne sont pas identifiées, mais la commission a réclamé à la Maison-Blanche des informations concernant le processus d'habilitation de plusieurs collaborateurs dont la fille du président Donald Trump Ivanka et son mari Jared Kushner, influant conseiller de Donald Trump. La requête des parlementaires concerne également le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, l'un de ses prédécesseurs Michael Flynn, ainsi que l'ancien conseiller présidentiel Rob Porter. C'est grâce au témoignage de Tricia Newbold chargée des autorisations de sécurité au sein du service du personnel à la Maison-Blanche où elle travaille depuis dix-huit ans et présentée comme une lanceuse d'alerte que cette affaire a été révélée. Au cours d'une audition par une commission du Congrès dirigée par le démocrate Elijah Cummings le 23 mars, Madame Newbold a mis en garde contre les risques graves pour la sécurité dont elle a été témoin ces deux dernières années. Elle a également indiqué avoir subi des représailles de la part de ses supérieurs.

(*La voix de l'Amérique, le 02-04-2019*)

En Algérie, la Direction des services de sécurité passe sous la tutelle du ministère de la Défense...

Selon le site *Tout sur l'Algérie* le général Athmane Tartag a quitté la Direction des services de sécurité, l'ex-DRS. Il aurait présenté sa démission à Abdelaziz Bouteflika mardi juste avant que ce dernier n'annonce son départ. Celui que l'on surnomme Bachir était à la tête de la DSS depuis 2015. C'est l'armée qui devrait récupérer la direction de ses trois services.

(*Médi-1, le 06-04-2019*)

... MILITAIRE ...

P'yongyang critique le déploiement en Corée du Sud de quatorze aéronefs du corps des Marines des États-Unis...

Si la Corée du Sud et les USA ont bien mis fin à leurs grandes manœuvres militaires conjointes, ils poursuivent leurs exercices de petite envergure. Pour ce faire, quatorze aéronefs du corps des *Marines* des États-Unis ont été déployés le mois dernier dans la péninsule depuis Hawaï. Parmi eux, des appareils de transport hybride MV-22 *Ospreys* et des hélicoptères dernier cri *Cobra*. Certains de ces avions ont participé à une manœuvre militaire conjointe entre les corps des *Marines* des deux pays (KMEP). Dans le même temps, les autorités militaires des deux alliés se préparent, à un rythme accéléré, au futur transfert de Washington à Séoul du contrôle opérationnel (OPCON) en temps de guerre. La propagande nord-coréenne dénonce fermement les exercices sud-coréano-américains, les qualifiant de « provocations militaires dangereuses » et d'un acte qui douche les engagements pris lors du sommet de Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un en juin dernier ainsi que les accords intercoréens signés en 2018.

(*KBS World Radio, le 02-04-2019*)

Réduction du format de l'exercice aérien sud-coréano-américain *Max Thunder* pour ménager P'yongyang...

Soucieux de ménager les négociations sur le nucléaire nord-coréen, Séoul et Washington vont réduire le format d'une autre manœuvre conjointe. Il s'agit cette fois de l'exercice aérien *Max Thunder* que les deux alliés effectuent en mai chaque année. Des bombardiers stratégiques américains y sont régulièrement impliqués. Les autorités militaires des deux pays auraient décidé de remplacer d'abord le nom agressif de l'opération par une appellation ordinaire et de minimiser aussi le nombre des soldats américains qui y participent. À en croire une source de l'armée, le ministre de la Défense Jeong Kyeong-doo et le secrétaire américain à la Défense par intérim Patrick Shanahan, réunis lundi à Washington, ont eux aussi affiché leur convergence sur cette orientation.

(*KBS World Radio, le 03-04-2019*)

Le ministre vénézuélien de la Planification annonce le renforcement de la coopération militaire avec la Russie...

C'est une délégation de responsables vénézuéliens qui l'a annoncé aujourd'hui à Moscou. Caracas

attend au cours des prochaines semaines l'arrivée dans le pays de nouveaux soldats russes dans le cadre du renforcement de la coopération militaire entre la Russie et le Venezuela. Selon Ricardo Menendez, ministre vénézuélien de la Planification, Moscou et Caracas coopèrent dans de nombreux domaines, dont celui de la Défense. Une référence à un accord de coopération militaire datant de 2011 et qui prévoit la vente d'armements russes au Venezuela financée par un crédit russe.
(*Radio Vatican, le 05-04-2019*)

Trois militaires pakistanais tués par des tirs de l'armée indienne au Cachemire...

Dans un communiqué, l'armée pakistanaise a fait savoir que des soldats indiens ont tiré sur des positions militaires de la commune frontalière Rakhchakri, dans la partie pakistanaise du Cachemire. Trois soldats pakistanais ont été tués, un autre a été blessé suite aux tirs. Waheed Qureshi, un responsable de la Direction de la sûreté du Pakistan, a indiqué qu'un villageois pakistanais âgé de 70 ans a également perdu la vie dans la zone rurale de Niaza Per, en raison des tirs effectués depuis la partie indienne du Cachemire. De son côté, un responsable de la Direction de la sûreté de l'Inde, M.K. Sinha, a affirmé qu'un membre de la troupe paramilitaire indienne a perdu la vie en raison de la réplique pakistanaise aux tirs.
(*La voix de la Turquie, le 02-04-2019*)

Incursion de deux avions de combat chinois dans l'espace aérien taïwanais...

L'incursion provocatrice de deux avions de chasse chinois dans l'espace taïwanais dimanche dernier continue à provoquer des réactions aussi bien à Taïwan qu'à l'étranger. Après les remarques faites lundi par John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, le porte-parole du département d'État Robert Palladino, s'est aussi exprimé mardi. Il a déclaré que le gouvernement américain s'oppose à toute tentative visant à changer le statu quo interdéterminé et demandé à Pékin de cesser d'intimider Taïwan par des moyens, militaires entre autres. De plus, le diplomate a appelé le gouvernement chinois à dialoguer avec le gouvernement taïwanais élu démocratiquement. Notons qu'après le retour au pouvoir du parti démocrate progressiste en mai 2016, Pékin a multiplié les patrouilles de navires et d'avions militaires près de Taïwan, des actions qui s'inscrivent dans la stratégie chinoise de « réunification pacifique » de Taïwan à la Chine.
(*Radio Taïwan international, le 03-04-2019*)

Manœuvres militaires russes à proximité d'une île revendiquée par le Japon...

Le Japon a protesté auprès de la Russie en raison de manœuvres militaires dans les eaux à proximité de Kunashiri, une des quatre îles composant les Territoires du Nord. La Russie contrôle ces îles. Le Japon les revendique. Le gouvernement nippon maintient que les îles font partie intégrante du territoire japonais et qu'elles ont été occupées illégalement après la Seconde Guerre mondiale. Le ministère japonais des Affaires étrangères a déclaré avoir été informé par Moscou jeudi que des troupes russes mèneraient des exercices du 4 au 12 avril dans les eaux à l'est de la partie méridionale des îles Kunashiri. Le gouvernement japonais a déclaré au ministère russe des Affaires étrangères par l'intermédiaire de son ambassade à Moscou que les manœuvres militaires sont incompatibles avec sa position concernant les îles. Jeudi, le porte-parole du gouvernement japonais, Yoshihide Suga, a déclaré à la presse qu'il est important pour Tokyo de résoudre le dossier des Territoires du Nord. Il a indiqué que le gouvernement continuera d'œuvrer avec ténacité conformément à son principe basique qui consiste à régler le contentieux territorial et à conclure un traité de paix. Pour la Russie, les quatre îles revêtent une importance stratégique. Elle a fréquemment mené des manœuvres militaires sur ces îles et dans les eaux qui les entourent. Le mois dernier, Moscou a mené des exercices militaires impliquant quelque 500 soldats ainsi que des blindés sur les îles de Kunashiri et d'Etorofu, une autre île des Territoires du Nord.
(*Radio Japon international, le 04-04-2019*)

Manœuvres navales ukraino-canadiennes en mer Noire...

Le croiseur lance-missiles *Pryluky* des forces navales ukrainiennes et le *HMCS Toronto* de la marine royale canadienne ont organisé des exercices conjoints en mer Noire, a annoncé vendredi le ministère ukrainien de la Défense dans un communiqué. Au cours de l'exercice, les deux navires ont effectué des manœuvres tactiques communes, des exercices de tir d'artillerie et une série d'entraînements avec l'aéronavale ukrainienne, selon le communiqué, précisant que les manœuvres visaient à renforcer la stabilité et la sécurité dans la région de la mer Noire. Le *HMCS Toronto*, une frégate de la classe

Halifax, est entré dans la mer Noire dans le cadre du Groupe maritime permanent 2 (SNMG2) de l'OTAN et est arrivé le 1er avril dans le port ukrainien d'Odessa, sur la mer Noire. Les navires du SNMG2 devraient participer à de grands exercices conjoints avec les navires de la marine ukrainienne et de la marine géorgienne, nommés *Sea Shield 2019*, toujours en mer Noire.
(*Radio Chine internationale*, le 06-04-2019)

Participation de la marine tunisienne à l'exercice militaire multilatéral *Phoenix Express*...

L'armée de mer tunisienne participe, du 26 mars au 6 avril courant, à un exercice militaire maritime annuel multilatéral baptisé *Phoenix Express*, parallèlement sur les deux littoraux tunisien et marocain, a-t-on appris vendredi soir auprès du ministère tunisien de la Défense. Selon la même source, l'exercice maritime annuel multilatéral *Phoenix Express*, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération militaire internationale avec diverses armées. « L'exercice a pour objectif de développer les capacités opérationnelles et de renforcer la coopération, la coordination et l'échange d'expériences entre les marines participantes de l'Algérie, Maroc, Libye, Mauritanie, Turquie, États-Unis, Canada et plusieurs pays européens » peut-on lire dans un communiqué du ministère tunisien de la Défense. « Et ce, par le biais d'une formation à la protection des voies de navigation et de ravitaillement en renforçant la surveillance et lutter contre les actes illégaux, particulièrement le trafic d'armes et de drogue ». À noter que la marine tunisienne a participé à cet exercice avec un escorteur de haute mer et une unité d'officiers de la marine afin de contribuer à la planification et au suivi des opérations à partir d'un poste de commandement conjoint des opérations maritimes installé à Casablanca. Par ailleurs, l'armée de mer tunisienne a participé avec d'autres navires à des exercices et activités sur le littoral de Bizerte, extrême nord tunisien, et à la base navale principale de Bizerte avec la participation également d'un certain nombre d'experts étrangers en tant qu'observateurs.
(*Radio Chine internationale*, le 06-04-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Dix-sept entreprises turques participeront à la 12e édition du salon LAAD de Défense et Sécurité au Brésil...

La Turquie sera représentée par 17 entreprises sous l'égide de l'Agence de l'industrie de défense, rattachée à la présidence, à la 12e édition du Salon LAAD de Défense et de Sécurité qui sera organisé au Brésil. Le salon LAAD organisé tous les deux ans et qui est le plus grand d'Amérique latine avait rassemblé 450 entreprises internationales et plus de 37 000 participants en 2017. Les produits fabriqués et les services offerts par les entreprises de défense turques seront présentés aux participants et particulièrement aux pays d'Amérique latine. Les entreprises turques vont y présenter les plateformes de véhicules blindés, les véhicules terrestres et aériens sans équipage, les systèmes en mer, les systèmes d'armes, les systèmes électroniques, les munitions, les simulateurs, les produits de textile militaires et les produits de soutien logistique. L'hélicoptère *ATAK* fabriqué par l'Industrie turque de l'aéronautique et de l'espace sera aussi présenté au salon. La délégation officielle turque devrait s'entretenir avec les délégations d'autres pays au salon.
(*La voix de la Turquie*, le 01-04-2019)

Les États-Unis suspendent la livraison d'avions de combat F-35 à la Turquie...

Les États-Unis ont décidé de geler une livraison d'avions de combat à la Turquie. À l'origine se trouve un désaccord des États-Unis sur l'acquisition par la Turquie d'un système de défense anti-aérienne que devrait fournir la Russie. Pour Washington tant qu'Ankara ne renoncera pas au S-400 russe les livraisons de F-35 seront gelées. La Turquie un pays membre de l'OTAN souhaiterait disposer de l'équipement militaire russe d'ici le mois d'octobre. Mais l'OTAN juge un tel équipement incompatible avec ses installations.
(*Deutsche Welle*, le 02-04-2019)

Le département d'État américain approuve la vente à l'Inde de 24 hélicoptères *Romeo Seahawk* MH-60...

Le département d'État a annoncé que l'administration Trump a approuvé la vente de 24 hélicoptères multi-rôles *Romeo Seahawk* MH-60 à l'Inde pour un coût estimé à 2,4 milliards de dollars. Il est considéré comme l'hélicoptère maritime le plus avancé au monde. Les hélicoptères fourniront aux forces de défense indiennes la capacité de mener des missions de guerre anti-surface et anti-sous-marins. Le gouvernement américain a annoncé hier au Congrès qu'il avait approuvé la vente des

hélicoptères. Dans sa notification, le département d'État a indiqué au Congrès que cette vente envisagée soutiendrait la politique étrangère des États-Unis en aidant à renforcer la relation stratégique américano-indienne. La vente proposée des hélicoptères ne modifiera pas l'équilibre militaire de base dans la région, a ajouté le communiqué.
(All India Radio, le 03-04-2019)

... CYBERGUERRE ...

Réseaux sociaux : une armée de faux profils pour soutenir la campagne électorale de Benjamin Netanyahu...

Une armée secrète de faux comptes sur les réseaux sociaux a diffusé des messages soutenant Netanyahu et son parti en prévision des élections du 9 avril, selon un nouveau rapport publié par un organisme de surveillance sur internet. En effet, selon les conclusions de l'organisme Big Bots, ce réseau a publié sur *Facebook* et *Twitter* plus de 130 000 posts en hébreu qui ont obtenu 2,5 millions de vues dans les territoires occupés. Ces posts ne faisaient que chanter les louanges de Netanyahu tout en diffusant de fausses informations sur ses rivaux. Netanyahu, qui est personnellement connu pour ne pas utiliser de téléphone portable, ne fait donc pas de *Tweets* improvisés à la manière de Trump. Cependant, à l'approche des élections où il sera opposé à son principal challenger, Benny Gantz, et alors qu'il est en proie à des accusations de corruption, il a écouté ses jeunes conseillers qui lui ont fourni un stock régulier de mémos et de clips vidéo sur *Instagram*, *Facebook*, *Twitter* et *YouTube* pour alimenter son profil. Un thème est constant : l'affirmation de Netanyahu selon laquelle les médias de gauche israéliens cherchent à le renverser. Le Premier ministre israélien mène ainsi une campagne de réélection électorale sur les réseaux sociaux, en communiquant aussi régulièrement avec son proche allié, Donald Trump. Le groupe de surveillance israélien a découvert ce qu'il appelle un réseau manipulateur de centaines de comptes *Twitter* et *Facebook* factices et suspects faisant la promotion du Likoud et de Netanyahu. Comme le fils de Trump, Donald Jr., le fils de Netanyahu, Yair, est devenu actif sur *Twitter* en cette saison électorale.

(Press TV, le 03-04-2019)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67